

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS  
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence  
58, boulevard Charles Livon  
13007 MARSEILLE**

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du 7 décembre 2023

ci-après désigné **« la Métropole »**

**ET**

L'Association **La Fédération départementale des Structures hydraulique  
des Bouches du Rhône**

sis **Domaine du Merle, Route d'Arles RD 113  
13 300 SALON DE PROVENCE**

représentée par Son Président, Monsieur Jean-Louis PLAZY

ci-après désignée **« l'association »**

**Il est convenu ce qui suit :**

**PREAMBULE**

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'AGRICULTURE DURABLE.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- la veille réglementaire et informative, la défense des structures et de leur droit d'eau par le développement d'échanges avec les partenaires institutionnels, financiers et administratifs des structures hydrauliques et l'aide à la gestion des structures hydrauliques par la mise à jour des statuts d'ASA, collaboration avec les collectivités, veille à la cohérence avec les projets d'urbanisme, études juridiques.
- la connaissance et la gestion de la ressource en eau dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation du changement climatique et les événements extrêmes qui en découlent

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Par ailleurs, la FDSH 13 a été sollicitée par les services de l'Etat pour conduire un schéma directeur départemental d'hydraulique agricole (SDHA) concernant les structures collectives de distribution d'eau brute et de drainage bucco-rhodaniennes. La réalisation de l'étude s'effectue à l'échelle départementale et intègre tous les bassins versants. Il s'agit de proposer une stratégie d'adaptation de l'hydraulique agricole bucco-rhodanien répondant aux aléas du changement climatique, à l'évolution de la démographie des irrigants et de leurs pratiques culturales et permettant également une montée en compétence en ingénierie financière des ASP via une potentielle restructuration territoriale de ces dernières.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2024.

### **ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2024 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

### **ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION**

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

## **ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE**

### **4.1 Budget prévisionnel de l'association :**

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 344 905 €.

### **4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :**

La participation de la Métropole est d'un montant de 30 000 €, et représente 9 % du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

#### **4.3 Modalités de versement de la subvention :**

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

### **ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION**

#### **5.1 Contrôle :**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

#### **5.2 Suivi :**

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

#### **5.3 Évaluation :**

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

#### **5.4 Renouvellement :**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

#### **6.1 Obligations comptables :**

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
  - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
  - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.  
La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

#### **6.2 Justificatifs à fournir par l'association :**

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes (la version détaillée) ;**
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

#### **6.3 Autres engagements :**

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

#### **ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION**

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

#### **ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

#### **ARTICLE 9 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES**

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

## **ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE**

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

## **ARTICLE 12 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

**Pour l'Association**

**Pour la Métropole**

**Le Président**

**La Présidente  
Martine VASSAL**

**ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS**  
**Nom de l'association**  
**- Budget prévisionnel général Année 2024**

	Coût prévu
<b>60 - ACHATS</b>	<b>261 580,00 € TTC</b>
Achats stockés (matières premières, autres appro)	0,00 €
Achats de matériel, équipements et travaux	3 500,00 €
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives)	80,00 €
Achats de marchandises	0,00 €
Autres achats	258 000,00 €
Précisions Etude de Schéma Directeur Départemental Hydraulique Agricole 13	
<b>61 - SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>2 166,00 € TTC</b>
Sous traitance générale	0,00 €
Redevances de crédit-bail	0,00 €
Locations mobilières et immobilières	1 516,00 €
Charges locatives et de copropriété	0,00 €
Entretien et réparation	0,00 €
Primes d'assurance	500,00 €
Divers (études/ recherches, documentation, colloques ...)	150,00 €
<b>62- AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>11 809,00 € TTC</b>
Personnel extérieur	0,00 €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	2 380,00 €
Publicité, information et publications	1 566,00 €
Transports de biens et transports collectifs du personnel	0,00 €
Déplacement, missions et réceptions	4 750,00 €
Frais postaux et de télécommunications	550,00 €
Autres (travaux exécutés à l'extérieur, etc...)	2 563,00 €

	Coût prévu
<b>63 - IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>5 350,00 € TTC</b>
Impôts et taxes sur rémunération	5 000,00 €
Autres impôts et taxes	350,00 €
<b>64 - CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>64 000,00 € TTC</b>
Rémunération du personnel	45 000,00 €
Charges sociales	14 000,00 €
Autres charges de personnel	5 000,00 €
<b>65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>0,00 € TTC</b>
Autres charges de gestion courante	0,00 €
<b>66 - CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>0,00 € TTC</b>
Charges financières	0,00 €
<b>67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0,00 € TTC</b>
Charges exceptionnelles	0,00 €
<b>68 -DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES</b>	<b>0,00 € TTC</b>
Dotation aux amortissements, provisions et engagements	0,00 €
<b>69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>0,00 € TTC</b>
Impôts sur les bénéfices	0,00 €
<b>86- EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE</b>	<b>0,00 € TTC</b>
Secours en nature	0,00 €
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0,00 €
Personnel bénévole	0,00 €

	Financement prévu
<b>70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES</b>	<b>12 650,00 €</b>
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	12 650,00 €
<b>73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION</b>	<b>0,00 €</b>
Dotations et produits de tarification	0,00 €
<b>74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>284 635,00 €</b>
<b>Etat (Précisez le ministère sollicité)</b>	<b>136 000,00 €</b>
Précisions	Fonds Vert sur demande de 170 000 (e) pour le SDHA13. Ref EJ 2104129195
<b>Etat (Précisez le ministère sollicité)</b>	<b>8 700,00 €</b>
Précisions	Agence de l'Eau RMC - Actions 2024
<b>Etat (Précisez le ministère sollicité)</b>	<b>30 000,00 €</b>
Précisions	Agence de l'Eau RMC - Investissement 2024, subvention SDHA13
<b>Etat (Précisez le ministère sollicité)</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Région(s)</b>	<b>30 000,00 €</b>
Précisions	Investissement 2024, subvention SDHA13
<b>Département(s)</b>	<b>20 000,00 €</b>
Précisions	Fonctionnement 15 000 (e) constants + 5 000 (e) pour ETP SDHA13
<b>Communes</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Organismes sociaux</b>	<b>0,00 €</b>

	Financement prévu
Fonds européens	0,00 €
L'agence de services et de paiement	0,00 €
Autres établissements publics	9 935,00 €
Précisions	Via PRDA CASDAR et Chambre Régionale d'Agriculture
Aides privées	50 000,00 €
Précisions	Financement fonds privés pour l'autofinancement de l'étude SDHA13 auprès de la CNR (45 000 (e) à demander) + 5 000 (e) à demander à la Fondation du Crédit Agricole
EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence)	0,00 €
SUBVENTION D'EXPLOITATION : MÉTROPOLE AIX MARSEILLE	30 000,00 €
Métropole Aix Marseille Provence	30 000,00 €
Précisions	Fonctionnement 5 000 (e) constants + 25 000 (e) pour ETP SDHA13
<b>75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)</b>	<b>17 620,00 €</b>
Autres produits de gestion courante	0,00 €
Dont cotisations	17 620,00 €
<b>76- PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>0,00 €</b>
Produits financiers	0,00 €
<b>77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>0,00 €</b>
Produits exceptionnels	0,00 €
<b>78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>0,00 €</b>
Reprises sur amortissements et provisions	0,00 €

	Financement prévu
<b>79 - TRANSFERT DE CHARGES</b>	<b>0,00 €</b>
Transfert de charges	0,00 €
<b>87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>0,00 €</b>
Bénévolat	0,00 €
Prestation en nature	0,00 €
Dons en nature	0,00 €

**TOTAL DEPENSES (HORS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES)**  
**344 905,00 € TTC**

**COMPLÉMENT PRÉCISION DÉPENSES**  
 Le principal poste de dépense sera le paiement du bureau d'études qui réalisera le Schéma Directeur Départemental d'Hydraulique Agricole. Les dépenses de personnel ont également augmenté du fait du recrutement d'un deuxième ETP sur 2023/2024.

**TOTAL RECETTES (HORS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES)**  
**344 905,00 €**

**COMPLÉMENT PRÉCISION RECETTES**  
 Subventions exceptionnelles de l'Etat pour la réalisation de l'étude de Schéma Directeur Départemental d'Hydraulique Agricole. Accompagnement en fonctionnement d'AMP Métropole et du CG13 pour le financement 50/50 de l'ETP.